



ARRETE N° 02-1044 du 22 mars 2002

**imposant à la coopérative LIGEA
la réalisation d'une étude des dangers globale
pour le site qu'elle exploite à Montoire-sur-le-Loir**

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 relatif aux silos de stockage de céréales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°85-2107 autorisant l'extension des installations de la coopérative FRANCIADE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°86-3749 autorisant l'exploitation, par la coopérative FRANCIADE de matériels imprégnés de PCB ;

Vu le récépissé de déclaration n° 46-88 relatif à l'exploitation par la coopérative FRANCIADE d'un dépôt d'engrais contenant des matières organiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99-1441 du 17 mai 1999 autorisant l'exploitation des installations de la coopérative LIGEA ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 2 novembre 2001 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 31 janvier 2002 ;

Considérant que les études des dangers remises successivement ne permettent pas d'apprécier les risques présentés par les installations dans leur ensemble ;

Considérant la présence de la voie ferrée dite de « MONTOIRE » à « TROO » ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à la coopérative Ligéa le 5 février 2002 et que celle-ci n'a formulé aucune observation dans le délai qui lui était imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

Article I. ETUDE DES DANGERS

La coopérative LIGEA, dont le siège social est situé 1 rue Franciade à LA CHAUSSEE-SAINT-VICTOR (41), représentée par M. François LOISEAU, Président, et M. Olivier CHATRIOT, Directeur industriel, établira une étude des dangers pour l'ensemble des installations qu'elle exploite à Montoire-sur-le-Loir (41800).

Cette étude devra notamment permettre d'apprécier les risques présentés par les installations au regard de la proximité de la voie ferrée.

Article II. DÉLAI

Cette étude sera remise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera remise en cinq exemplaires à Monsieur le Préfet de Loir et Cher.

Article III. RESPECT DU PRÉSENT ARRÊTÉ

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

Article IV. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'ORLEANS, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la coopérative LIGEA.

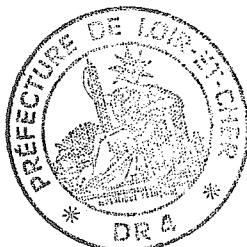
Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte.

Article V. APPLICATION

Le secrétaire général de la préfecture de LOIR-ET-CHER et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la coopérative LIGEA et adressée au maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir.

POUR AMPLIATION,
Le Chef de Bureau,


Corinne MENDOUSSE



Fait à Blois, le 22 MAR. 2002

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Dominique VINCIGUERRA